



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 20/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**UNEAL Boiry Ste Rictrude**

Rue d'Arras  
62175 Boiry-Sainte-Rictrude

Références : 0036-2025  
Code AIOT : 0007001526

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement UNEAL Boiry Ste Rictrude implanté Rue d'Arras 62175 Boiry-Sainte-Rictrude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNEAL Boiry Ste Rictrude
- Rue d'Arras 62175 Boiry-Sainte-Rictrude
- Code AIOT : 0007001526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative UNEAL est une des filiales du groupe ADVITAM, spécialisé dans les activités liées à

la Terre et notamment la collecte des céréales, l'agrofourmiture, la production de semences, la nutrition et les productions animales, le machinisme agricole, les jardinerie...

La coopérative intervient principalement dans les secteurs de la collecte et la commercialisation des céréales (moyenne décennale de collecte de 1 250 000 tonnes / an), de la production de semences de céréales et de la production animale (aliments du bétail et production d'animaux). La coopérative UNEAL rassemble plus de 6000 adhérents dans la région des Hauts-de-France et compte 377 salariés.

Elle gère également quelques sites d'approvisionnement, de stockage et de distribution d'engrais pour les utilisateurs professionnels.

L'établissement de BOIRY est constitué de quatre silos différents :

- 1 silo vertical béton de type « cathédrale » (Silo 85),
- 3 silos horizontaux (silos 71,73 et 81).

Il intègre un séchoir 4 300 points (4,8 MW) et une cuve de propane de 31 tonnes installés en 2012.

Le site comporte également :

- un bâtiment de stockage d'engrais solides créé en 2008 comprenant 2 cases de 500 m<sup>3</sup> et 5 cases de 250 m<sup>3</sup> ;
- un dépôt d'engrais liquides ;
- une unité d'ensilage d'alimentation du bétail « Plein Champ ».

L'établissement de BOIRY-SAINT-RICTRUDE accueille également des stockages d'insecticides (Nuvagrain) et 2 cuves de gazole.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
6	Equipements à	Arrêté Ministériel du 29/03/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'origine de départ de feu	article 9	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Des compléments sont attendus de la part de l'exploitant sur le caractère non propagatrice de flamme des bandes transporteuses **sous 1 mois à notification du présent rapport.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  M. HENERY est nommément désigné comme responsable du silos depuis l'été 2023. Il a suivi plusieurs formations entre 2022 et 2024: <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en pratique des règles ICPE</li> <li>• plan de prévention, permis de feu</li> <li>• séchoir, risque incendie</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Vérification après travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas de travaux ou d'intervention sur l'installation, une surveillance est assurée avant, pendant et après par le responsable du site, M. HEMERY.</p> <p>Le plan de prévention comprend bien les bonnes pratiques avec, en cas de travaux par point chaud, la surveillance de la zone concernée et de ses alentours pendant 2 h après la fin de l'intervention. En cas de remplacement ou de modification d'un équipement (moteur, système de ventilation, ...), un contrôle de l'exploitant permet de s'assurer que installations ont été remises en service correctement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Maintenance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un permis de feu est réalisé en cas de besoin par l'exploitant.</p> <p>On y retrouve les consignes à respecter avant (notamment le nettoyage des équipements), pendant et après l'intervention, ainsi que les vérifications en fin de journée.</p> <p>vu ex: TPI du 24/09/24 correctement renseigné</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Entretien de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une supervision informatique suit en direct le système d'aspiration et de dépoussiérage.</p> <p>Toute anomalie (comme l'encrassement des filtres) est immédiatement relevée et déclenche une alarme et l'arrêt de l'installation (asservissement). Une intervention du personnel est alors engagée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 4 transporteurs à bandes. Ils font l'objet d'une vérification annuelle. L'exploitant ne disposait pas sur place des documents relatifs au caractère non propagatrices de flamme des bandes transporteuses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra <b>sous 1 mois à notification du présent rapport</b> les justificatifs des bandes transporteuses quant à leur caractéristique non propagatrices de flamme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;  Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b>  La dernière vérification électrique a été réalisée par DEKRA le 27/03/2024. 2 observations sont présentes: présence de défaut d'isolement poste TGBT, éclairage sécurité BT silo cathédrale. Elles ont fait l'objet d'une demande d'intervention. Un électricien (entreprise extérieure) est intervenu.

Une annotation est inscrite sur le rapport pour indiquer la levée de l'observation.  
Vu: les 2 observations ont bien été corrigées.

**Type de suites proposées :** Sans suite